



**ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLÉAIRE
EUROPEAN ORGANIZATION FOR NUCLEAR RESEARCH**

Laboratoire Européen pour la Physique des Particules
European Laboratory for Particle Physics

CERN/DSU-DO/RH/9335
Original: Français / French *

**RELATIONS ENTRE LE CERN,
LES ORGANISMES COMPETENTS DES ETATS-HOTES
ET LES ENTREPRISES
EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE AU TRAVAIL
SUR LE DOMAINE DE L'ORGANISATION**

**RELATIONS BETWEEN CERN,
THE COMPETENT BODIES OF THE HOST STATES
AND CONTRACTORS
CONCERNING OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY
ON THE ORGANIZATION'S SITE**

GENEVE - OCTOBRE 1999 / GENEVA - OCTOBER 1999

Le présent document remplace celui de mai 1988, référence DA-OF/RH/1850.
This document replaces document DA-OF/RH/1850 of May 1988.

* En cas de contestation, seule la version française fait foi. / In the event of a dispute, the French text alone is authentic.

Ce document a été approuvé par:

- le Comité d'Etude des Conditions de Sécurité de Travail des Entreprises (CECSTE) au cours de sa 42ème réunion, tenue au CERN, le 22 avril 1999;

- les Etats-hôtes:
 - échange de lettres entre le CERN et le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (DDTEFP) de l'Ain des 27 et 30 juillet 1999;

 - échange de lettres entre le CERN et le Directeur adjoint de l'Office cantonal de l'Inspection et des Relations du Travail (OCIRT) de Genève des 27 juillet et 21 septembre 1999.

SOMMAIRE

	page
1. OBJET ET DEFINITIONS	4
2. REGLES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES	6
3. CONTROLE DU RESPECT DES REGLES DE SECURITE	8
4. COLLABORATION ENTRE LES ORGANISMES COMPETENTS DES ETATS-HOTES ET LE CERN	10
NOTE: REGLEMENTATION DE LA SECURITE AU CERN	Annexe

This document has been approved by:

- The “Comité d’Etude des Conditions de Sécurité de Travail des Entreprises” (CECSTE, Committee for Contractors’ Occupational Safety Conditions) at its 42nd meeting held at CERN on 22 April 1999;
- The Host States:
 - The exchange of letters between CERN and the “Directeur départemental du Travail, de l’Emploi et de la Formation professionnelle de l’Ain” (DDTEFP, Departmental Director of Labour, Employment and Professional Training of the Department of Ain) dated 27 and 30 July 1999;
 - The exchange of letters between CERN and the “Directeur adjoint de l’Office cantonal de l’Inspection et des Relations du Travail” (OCIRT, Deputy Director of the Cantonal Office for Work Inspection and Labour Relations) in Geneva dated 27 July and 21 September 1999.

CONTENTS

	page
1. SUBJECT AND DEFINITIONS	5
2. SAFETY REGULATIONS APPLYING TO CONTRACTORS	7
3. MONITORING COMPLIANCE WITH THE SAFETY REGULATIONS	9
4. CO-OPERATION BETWEEN THE COMPETENT BODIES OF THE HOST STATES AND CERN	11
NOTE: SAFETY REGULATIONS AT CERN	Annex

**RELATIONS ENTRE LE CERN,
LES ORGANISMES COMPETENTS DES ETATS-HOTES
ET LES ENTREPRISES
EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE AU TRAVAIL
SUR LE DOMAINE DE L'ORGANISATION**

1. OBJET ET DEFINITIONS

L'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (CERN) est une Organisation internationale intergouvernementale créée par la Convention signée à Paris le 1er juillet 1953, révisée le 17 janvier 1971. Elle a son siège en Suisse, à Genève, où elle est au bénéfice d'un statut international défini par l'Accord du 11 juin 1955 entre le Conseil fédéral suisse et le CERN. De même, elle est établie en France où elle jouit également d'un statut international selon l'Accord du 13 septembre 1965, révisé le 16 juin 1972, entre le Gouvernement français et le CERN.

Le présent document a pour but de définir, en tenant compte des Accords mentionnés ci-dessus, les relations entre le CERN, les Organismes compétents des Etats-hôtes et les entreprises en matière de sécurité et de santé au travail sur le domaine de l'Organisation.

Aux fins du présent document, on entend par:

- a) *domaine du CERN*, l'ensemble des terrains mis à la disposition de l'Organisation par la République et Canton de Genève, la Confédération suisse et la République française, c'est-à-dire les Sites de Meyrin, de Prévessin, du SPS et du LEP;
- b) *entreprise*, toute entreprise intervenant sur le domaine du CERN dans le cadre d'un contrat conclu avec ce dernier y compris les sous-traitants des entreprises contractantes de l'Organisation;
- c) *Organismes compétents des Etats-hôtes*,
pour la Suisse:
 - l'Office cantonal de l'Inspection et des Relations du Travail (OCIRT) de Genève, Département de l'Economie, de l'Emploi et des Affaires extérieures (DEEE),
 - l'Inspection des Chantiers de Genève, Département de l'Aménagement, de l'Equipement et du Logement (DAEL),
 - la Caisse nationale suisse d'Assurance en cas d'Accident (SUVA),

**RELATIONS BETWEEN CERN,
THE COMPETENT BODIES OF THE HOST STATES
AND CONTRACTORS
CONCERNING OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY
ON THE ORGANISATION'S SITE**

1. SUBJECT AND DEFINITIONS

The European Organization for Nuclear Research (CERN) is an international intergovernmental organization established by the Convention signed in Paris on 1st July 1953, revised on 17 January 1971. It has its seat in Geneva, Switzerland, where it enjoys international status defined by the Agreement of 11 June 1955 between the Swiss Federal Council and CERN. It is likewise established in France where it also enjoys international status under the terms of the Agreement of 13 September 1965, revised on 16 June 1972, between the French Government and CERN.

The purpose of this document is to define the relations between CERN, the competent bodies of the Host States and contractors concerning occupational health and safety on the Organization's site, taking account of the above-mentioned agreements.

For the purposes of this document, the following definitions apply:

- a) *The CERN site*: all the land made available to the Organization by the Republic and Canton of Geneva, the Swiss Confederation and the French Republic, i.e. the Meyrin and Prévessin sites and the SPS and LEP sites ;
- b) *Contractor*: any firm working on the CERN site under the terms of a contract concluded with the Organization, including the sub-contractors of the Organization's contractors;
- c) *Competent bodies of the Host States*:
in Switzerland:
 - "Office cantonal de l'Inspection et des Relations du Travail" (OCIRT, Cantonal Office for Work Inspection and Labour Relations) in Geneva, "Département de l'Economie, de l'Emploi et des Affaires extérieures" (DEEE, Department of the Economy, Employment and External Affairs),
 - "Inspection des Chantiers de Genève" (Work Site Inspectorate in Geneva), "Département de l'Aménagement, de l'Equipement et du Logement" (DAEL, Department of Development, Public Works and Housing),
 - "Caisse nationale suisse d'Assurance en cas d'Accident" (SUVA, Swiss National Accident Insurance Scheme),

pour la France:

- la Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (DDTEFP) de l'Ain,
 - l'Inspection du Travail de l'Ain,
 - l'Organisme professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux publics (OPPBT), Comité régional Rhône-Alpes,
 - la Caisse régionale d'Assurance Maladie (CRAM) Rhône-Alpes,
 - la Médecine du Travail des Entreprises extérieures de l'Ain;
- d) *Sécurité*, la sécurité, la protection de la santé et les conditions de travail;
- e) *Travaux de première Catégorie*, tous les travaux de moyenne ou de grande envergure d'un volume supérieur à 500 hommes-jour, faisant intervenir plusieurs entreprises et induisant des interférences d'activités y compris, le cas échéant, avec les activités d'exploitation du CERN;
- f) *Travaux de deuxième Catégorie*, tous les travaux n'appartenant pas à la première Catégorie, en particulier les travaux d'appui industriel (prestations de services, entretien, petits travaux, travail temporaire) et de modifications d'ouvrages et d'installations.

2. REGLES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES

En ce qui concerne leurs interventions sur le domaine du CERN, les entreprises sont soumises aux règles de Sécurité suivantes:

- a) les règles de Sécurité des Etats-hôtes, c'est-à-dire les règles suisses sur la partie suisse et les règles françaises et européennes sur la partie française du domaine de l'Organisation;
- b) les règles de Sécurité du CERN, en vigueur sur l'ensemble du domaine de l'Organisation, édictées par le Directeur général du CERN, en vertu de son pouvoir réglementaire (cf. Note en annexe).

L'obligation pour les entreprises d'appliquer les règles de Sécurité susmentionnées existe indépendamment du présent document ¹.

¹ Cf. le document CERN/TIS-GS/98-10 de mai 1998, intitulé "Règles de sécurité applicables aux activités des entreprises sur le domaine du CERN" et ayant pour but "de porter à la connaissance de toute entreprise consultée par le CERN les procédures et les règles de sécurité applicables sur son domaine et auxquelles elle sera soumise dans le cas où le CERN lui confie une activité".

in France:

- "Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de l'Ain" (DDTEFP, Directorate of Labour, Employment and Professional Training of the Department of Ain),
 - "Inspection du Travail de l'Ain" (Works Inspectorate of the Department of Ain),
 - "Organisme professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux publics" (OPPBT, Professional Accident Prevention Authority for Building Construction and Public Works),
 - "Comité régional Rhône-Alpes" (Rhône-Alpes Regional Committee),
 - "Caisse régionale d'Assurance Maladie Rhône-Alpes" (CRAM, Rhône Alpes Area Health Scheme),
 - "Médecine du Travail des Entreprises extérieures de l'Ain" (Occupational Medical Officer for Contractors operating in the Department of Ain);
- d) *Safety*: occupational health and safety issues and working conditions;
- e) *First category work*: all medium- or large-scale work of more than 500 man-days involving several contractors and entailing interference between operations, sometimes including those of CERN;
- f) *Second category work*: all other work, in particular industrial support work (services, maintenance, minor work, temporary labour) and modifications to structures and installations.

2. SAFETY REGULATIONS APPLYING TO CONTRACTORS

The work of contractors on the CERN site is subject to the following safety regulations:

- a) the safety regulations of the Host States, i.e. Swiss regulations on the Swiss part of the CERN site and French and EU regulations on the French part;
- b) CERN's safety regulations laid down by the Director-General under his statutory powers (cf. attached Note), which apply to all parts of the Organization's site.

The obligation of contractors to apply the above-mentioned safety regulations is independent of the provisions of this document ².

² Cf. document CERN/TIS-GS/98-10 dated May 1998, entitled "Safety Regulations applicable to the Work of Contractors at CERN" whose purpose is "to inform any firm consulted by CERN of the safety procedures and rules applicable on its premises to which the firm will be subject if awarded a CERN contract."

Les règles de Sécurité du CERN, qui sont applicables aux entreprises, leur sont communiquées, ainsi que leurs modifications ou compléments.

Le personnel mis directement à la disposition de l'Organisation par des entreprises de travail temporaire est, pour l'application des conditions de Sécurité incombant à l'utilisateur, traité comme les membres du personnel du CERN.

Tout manquement des entreprises à leur obligation de respecter les règles de Sécurité en vigueur engage leur responsabilité.

3. CONTROLE DU RESPECT DES REGLES DE SECURITE

Le contrôle du respect par les entreprises des règles de Sécurité des Etats-hôtes incombe aux Organismes compétents des Etats-hôtes, chacun pour la partie du domaine relevant de sa compétence.

Le contrôle du respect des règles de Sécurité du CERN incombe à la Commission de l'Inspection technique et de la Sécurité du CERN (ci-après "Commission TIS").

En outre, cette Commission participe, sans se substituer aux Organismes compétents des Etats-hôtes, au contrôle du respect par les entreprises des règles de Sécurité des Etats-hôtes afin de prévenir, dans toute la mesure du possible, les accidents et d'aider ces Organismes dans l'accomplissement de leurs tâches.

Sur le plan interne à l'Organisation, la Division qui commande des travaux à une entreprise est responsable devant le Directeur général du CERN de l'exécution de ces travaux. Elle exerce de fait un contrôle de l'application des règles de Sécurité avec l'appui de la Commission TIS.

Les contrôles effectués tant par les Organismes compétents des Etats-hôtes que par la Commission TIS et les Divisions précitées ne libèrent pas les entreprises de leurs obligations et de leur responsabilité.

De même, ces contrôles n'engagent pas la responsabilité du CERN en cas d'accidents causés par la non-observation des règles de Sécurité par les entreprises.

Copies of CERN's safety regulations and any amendments and supplements thereto are issued to contractors, who are required to comply with them.

For the purposes of the user's responsibility to apply the safety conditions, the workforce made directly available to the Organization by temporary labour contractors are treated as members of the CERN personnel.

Contractors shall be liable for any failure to honour their obligation to apply the safety regulations in force.

3. MONITORING COMPLIANCE WITH THE SAFETY REGULATIONS

The competent bodies of the Host States are responsible for monitoring contractors' compliance with the Host States' safety regulations on the parts of the site lying within their respective jurisdictions.

CERN's Technical Inspection and Safety Commission (hereinafter referred to as the "TIS Commission") is responsible for monitoring compliance with CERN's safety regulations.

In addition, while not replacing the competent bodies of the Host States, the TIS Commission also takes part in monitoring contractors' compliance with the safety regulations of the Host States in order to prevent accidents wherever possible and to assist the competent Host State bodies in the performance of their duties.

Within the Organization, the Division which has commissioned a contractor to do work shall be answerable to the Director-General for its performance. With the support of the TIS Commission, the Division concerned has a *de facto* responsibility for ensuring that the safety regulations are applied.

The inspections carried out by the competent bodies of the Host States, the TIS Commission and the Divisions commissioning the work in no way relieve the contractors of their obligations and responsibility.

Similarly, CERN cannot be held liable, by carrying out its inspections, for accidents caused by the contractors' failure to observe the safety regulations.

4. COLLABORATION ENTRE LES ORGANISMES COMPETENTS DES ETATS-HOTES ET LE CERN

4.1 Inspections

Les Organismes compétents des Etats-hôtes accèdent au domaine du CERN et y exercent leurs fonctions compte tenu du statut de ce dernier. Leurs visites se font normalement à leur initiative, mais elles peuvent également être sollicitées par la Commission TIS ou la Division concernée. En règle générale, elles se déroulent en coordination avec cette Commission et le coordonnateur de sécurité.

L'action de la Commission TIS vise à donner l'appui le plus efficace et à prolonger l'action des Organismes compétents des Etats-hôtes, en mettant, si besoin est, ses moyens à leur disposition. Toutefois, elle ne les décharge pas de leur mission générale de contrôle sur l'ensemble des activités des entreprises.

L'inspection des chantiers peut être faite en présence de représentants de la Commission TIS, de la Division qui commande les travaux et, le cas échéant, du coordonnateur de sécurité concerné.

Si nécessaire, les Organismes compétents des Etats-hôtes transmettent au CERN, pour information, les observations faites et les décisions prises à l'égard des entreprises.

Afin d'améliorer la prévention des risques professionnels, la Commission TIS associe les Organismes des Etats-hôtes à l'examen des plans des installations et bâtiments nouveaux.

4.2 Comité d'Etude des Conditions de Sécurité du Travail des Entreprises (CECSTE)

Le CECSTE a pour but de coordonner l'action préventive en matière de Sécurité des activités des entreprises sur le domaine du CERN. Il est présidé par le Directeur général ou le Chef de la Commission TIS. Il comprend:

- a) les représentants des Organismes compétents des Etats-hôtes;
- b) les représentants du CERN, c'est-à-dire,
 - de la Commission TIS,
 - du Service des Relations avec les Pays-hôtes,
 - le cas échéant, les représentants des Divisions qui commandent des travaux.

4. CO-OPERATION BETWEEN THE COMPETENT BODIES OF THE HOST STATES AND CERN

4.1 Inspections

The competent bodies of the Host States have access to the CERN site and perform their duties there taking account of the Organization's status. They normally make visits to the site on their own initiative but they may also be invited to carry out inspections by the TIS Commission or by the Division concerned. In general, these inspections are co-ordinated with the TIS Commission and the relevant safety co-ordinator.

The TIS Commission's operations are intended to assist the competent bodies of the Host States in the most effective way possible and to extend their action by providing them with facilities if necessary but without relieving them of their general responsibility for monitoring all the work of CERN's contractors.

Work sites may be inspected in the presence of representatives of the TIS Commission and those of the Division commissioning the work and, if appropriate, of the relevant safety co-ordinator.

If necessary, the competent bodies of the Host States forward their observations and any decisions concerning contractors to CERN for information.

In order to enhance prevention of occupational hazards, the TIS Commission involves the competent bodies of the Host States in the examination of plans and drawings for new installations and buildings.

4.2 *Committee for Contractors' Occupational Safety Conditions ("Comité d'Etude des Conditions de Sécurité du Travail des Entreprises", CECSTE)*

The purpose of the CECSTE is to co-ordinate preventive action in matters relating to the safety of contractors' activities on the CERN site. It is chaired by the Director-General or by the Leader of the TIS Commission. It comprises:

- a) representatives of the competent bodies of the Host States;
- b) representatives of CERN, i.e.:
 - of the TIS Commission,
 - of the Service for Relations with the Host States,
 - of the Divisions commissioning the work, where appropriate.

En cas de nécessité, le CECSTE associe à ses travaux notamment les représentants des entreprises concernées par les problèmes figurant à l'ordre du jour.

Le secrétariat est assuré par le CERN. Le Comité tient à jour la liste des chantiers de première Catégorie et des entreprises. Ses réunions périodiques sont précédées de la diffusion d'un ordre du jour.

Dans le cadre des activités de ce Comité, la Commission TIS informe les Organismes compétents des Etats-hôtes des différences pouvant exister entre les règles de Sécurité du CERN et celles des Etats-hôtes.

Réciproquement, les Organismes compétents des Etats-hôtes informent le CERN, par l'intermédiaire du CECSTE, de l'évolution des règles de Sécurité des Etats-hôtes.

4.3 *Collèges Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)*

Pour les chantiers de première Catégorie, dont le volume est supérieur à 10 000 hommes-jour, et qui impliquent les activités de plusieurs entreprises, le CECSTE doit décider la constitution de CISSCT. La mission, la composition et le fonctionnement des CISSCT sont décrits dans le document CERN/TIS-GS/98-10 de mai 1998, intitulé "Règles de sécurité applicables aux activités des entreprises sur le domaine du CERN".

4.4 *Comité Spécial d'Hygiène et de Sécurité (CSHS)*

Le CSHS, créé par le CECSTE, a pour but de compléter l'action du CECSTE mais n'intervient pas dans les cas où un CISSCT a été constitué. La mission, la composition et le fonctionnement du CSHS sont décrits dans le document CERN/TIS-GS/98-10 de mai 1998, intitulé "Règles de sécurité applicables aux activités des entreprises sur le domaine du CERN".

* * * * *

Where necessary, the CECSTE invites, *inter alia*, the representatives of the contractors concerned by the issues on the agenda to take part in its deliberations.

CERN provides secretarial support for the Committee. The Committee keeps and updates a list of first category work sites and of contractors. It holds meetings periodically and agendas for its meetings are circulated in advance.

In the framework of the Committee's work, the TIS Commission keeps the competent bodies of the Host States informed of any differences between CERN's safety regulations and those of the Host States.

In turn, the competent bodies of the Host States keep CERN informed via the CECSTE of any changes in the safety regulations of the Host States.

4.3 *Inter-firm Health, Safety and Working Conditions Committees ("Collèges Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail", CISSCT)*

For first category work sites entailing in excess of 10 000 man-days and involving the work of several contractors, the CECSTE must take the decision to set up CISSCTs. The terms of reference, composition and operation of the CISSCT are described in document CERN/TIS-GS/98-10 of May 1998, entitled "Safety Regulations applicable to the work of contractors at CERN".

4.4 *Special Health and Safety Committee ("Comité Spécial d'Hygiène et de Sécurité", CSHS)*

The purpose of the CSHS, which is set up by the CECSTE, is to supplement the action taken by CECSTE but the Committee is not involved in cases where a CISSCT has been set up. The terms of reference, composition and operation of the CSHS are described in document CERN/TIS-GS/98-10 of May 1998, entitled "Safety Regulations applicable to the work of contractors at CERN".

* * * * *

NOTE

REGLEMENTATION DE LA SECURITE AU CERN

Le CERN se dote d'une réglementation propre en matière de Sécurité pour les raisons suivantes:

- i) unifier la réglementation sur l'ensemble de son domaine, qui est situé dans deux Etats-hôtes;
- ii) couvrir des domaines d'activité pour lesquels il n'existe pas de réglementation;
- iii) rester neutre lorsqu'il choisit des entreprises des Etats Membres lors d'appels d'offres;
- iv) satisfaire à la nécessité de disposer de réglementations dans des domaines d'activité qui sont uniques au CERN.

Pour établir sa réglementation de Sécurité, le CERN opte pour la réglementation la plus avancée, même si elle n'est pas la plus contraignante.

Toutefois, la réglementation du CERN respecte l'ordre public en vigueur sur le territoire des Etats-hôtes et ne peut, en règle générale, assurer un degré de Sécurité moindre que celui offert par la réglementation des Etats-hôtes. Si la réglementation du CERN fait défaut ou est incomplète, c'est la réglementation de l'Etat-hôte concerné qui s'applique.

* * * * *

NOTE

SAFETY REGULATIONS AT CERN

CERN draws up its own safety regulations for the following reasons:

- i) to standardise regulations throughout its site, which is located on the territories of two Host States;
- ii) to cover fields of activity for which no regulations exist;
- iii) to remain neutral in its choice of Member States' firms in the context of calls for tenders;
- iv) to meet the need for safety regulations in fields of activity that are unique to CERN.

In drawing up its own safety regulations, CERN takes the most advanced regulations even if they are not the most stringent.

However, CERN's regulations comply with public policy provisions in force on the territories of the Host States and must ensure, as a general rule, a level of safety not inferior to that offered by the regulations of the Host States. Where there are no specific CERN regulations or where CERN's regulations are incomplete, the applicable regulations are those of the Host State concerned.

* * * * *